



## **Résolution 1 : Université et savoirs au cœur de l'action de l'UEA**

**La Grèce, l'Italie, la France etc. le malaise et la colère sont grandissants dans la jeunesse, face des gouvernements qui n'apportent que des réponses alternativement sécuritaires et réactionnaires.** En témoigne en France le secrétariat d'État à la jeunesse, tentative sarkozyste de calmer les esprits. Au cœur du problème, ce sont les principes de l'École républicaine et de l'accès de tous aux savoirs qui sont chaque jour un peu plus bafoués. Partout en Europe, les jeunes diplômés ne supportent plus le manque de reconnaissance de leur diplôme. Partout en Europe, les jeunes sont utilisés comme variables d'ajustement au sein de marchés du travail où règnent la flexibilité et la précarité.

**La crise économique que nous vivons renforce nos analyses et nos combats et rend d'autant plus nécessaire le changement de société.**

Depuis plusieurs années, les négociations au sommet des institutions internationales, en particulier l'OMC, ont mis au centre de leurs préoccupations les questions éducatives. En cause : le dernier bastion du service public, dans lequel ne s'appliquent pas encore les règles de la concurrence et du marché. Les conséquences sont connues en Europe : le processus de Bologne est la suite logique de ces décisions internationales, conduisant à très court terme à la privatisation du savoir et renforçant encore l'ouverture des universités au privé.

**Dans un contexte de crise mondiale, donc de restriction des horizons, l'Université est une manne pour la relance des grandes firmes capitalistes et des États :** l'ouverture d'un nouveau marché par la multiplication des contrats Université-Entreprise est une aubaine pour favoriser la spéculation. De plus, cela donnerait à la classe dominante un contrôle total sur le savoir (déjà très important grâce à la brevetabilité des connaissances) : réduire l'accès au savoir et à sa maîtrise, c'est réduire d'autant les contre-pouvoirs.

**Tant que nous ne parviendrons pas à donner corps, de manière commune, à un projet nouveau pour l'enseignement, notre crédibilité restera faible :** si les mobilisations pour défendre le service public du supérieur et la Recherche publique se sont multipliées, trop peu ont été réellement victorieuses. Il nous faut alors mettre en avant le combat de classe qui s'opère, puisque les réformes actuelles, loin d'être purement techniques, sont réellement des choix idéologiques de la classe dominante.



## **Des défis majeurs à relever ensemble**

**Le premier est le service public.** Souvent, on brandit cette notion comme l'étendard des luttes sociales. Cependant, nous avons négligé l'importance de ces principes et la portée de ses missions : le service public ne peut être simplement le bouclier contre les agressions permanentes de la sphère économique, pas plus évidemment qu'il ne peut en être le réceptacle. Redonner au service public son rôle c'est avant tout lui donner les moyens d'exister, à savoir des crédits suffisants, contrôlés directement par les intéressés ; c'est ensuite l'étendre et le démocratiser pour qu'il soit un outil d'émancipation pour toute la population. Au final, c'est bien à elle que doivent profiter les avancées dans la recherche, les nouvelles conceptions du monde, la mise à jour de son histoire ! Enfin, nous avons besoin d'une université et des structures de recherche fortes pour mettre en œuvre une grande politique économique qui s'appuie sur les réelles forces vives, productrices des biens communs. Seule l'intégration à de grands pôles publics des acquis de la science permet alors d'envisager une réelle expansion du service public.

**Le second défi est celui de la place des savoirs dans la société, l'indépendance intellectuelle et la reconnaissance des contre-pouvoirs.** Depuis le début de la mandature Sarkozy, les contre-pouvoirs qui existaient encore dans la société française tendent à se réduire très rapidement à travers les réformes de la presse et de l'audiovisuel, la réforme des institutions ou celle de la justice et bien évidemment les réformes s'attaquant à l'Université ou à la Recherche publique. Face à la civilisation du zapping, à l'atomisation des connaissances, aux nouvelles formes d'oubli voire de révisionnisme historique, nous devons être à l'offensive : il s'agit à la fois de préserver l'indépendance des chercheurs du pouvoir politique et de trouver les moyens de dépasser le seul cadre universitaire pour revaloriser et développer les savoirs.

**Le troisième défi est celui de la mise en cohérence de tous les combats.** Nous aspirons à transformer l'Université, à lui apporter les changements nécessaires pour qu'elle puisse remplir son rôle de service public. Mais nous devons lier cette exigence à celle de transformer la société dans tous ces aspects et en particulier à la nécessité de dépasser les rapports de production capitalistes. Sans notre combat pour changer la société, aucune réforme de l'enseignement supérieur ne permettra une réelle émancipation des individus ou un progrès humain décisif. L'enseignement supérieur doit être considéré comme l'un des fronts à ouvrir dans la bataille pour le dépassement du système capitaliste.



## **Impulser une triple transformation de l'Université :**

### **– Unifier l'enseignement supérieur au sein d'une Université démocratisée :**

La classe dominante organise le développement des inégalités sociales par la division de l'enseignement supérieur en deux types d'établissements et filières : ceux réservés à la formation de la minorité nécessaire à sa pérennisation en tant que classe et ceux pour accueillir la grande majorité des élèves destinés à l'exploitation pour le maintien du socle de l'organisation des rapports de production du système capitaliste. **Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'organisation du supérieur aux impératifs de reproduction sociale et d'élitisme de la classe dominante, l'unification des formations au sein de l'Université et la démocratisation de celle-ci.**

### **– Construire une Université au service de l'émancipation des travailleurs et des besoins sociaux :**

La classe dominante soumet l'Université aux intérêts privés, au prix fort pour les étudiants. La vague de réformes qui démarre au LMD et qui culmine avec la LRU tend à donner à l'Université le rôle de former des salariés dociles et bon marché et de développer une recherche seulement capable de générer des profits immédiats. « L'opération Campus » menée par le gouvernement va dans ce sens. **Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'Université aux logiques de rentabilité, une Université qui soit un outil pour l'émancipation de tous les travailleurs et qui contribue à répondre aux besoins sociaux.**

### **– Construire une Université au service de la démocratie et de la vie en société :**

La classe dominante brise les espaces de controverse idéologique à l'Université pour rendre son idéologie dominante en s'accaparant production et diffusion des savoirs. Elle place les étudiants dans un rapport consumériste au savoir : les cours sont assimilés à des prestations de service délivrées par les enseignants. La structuration de l'Université et l'individualisation des parcours renforcent ce processus. **Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'Université à l'idéologie dominante, une Université qui soit un outil pour placer le pouvoir dans les mains des citoyens et permettre le développement de la vie en société.**